

UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS DE LA CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL FORCE OUVRIERE DES COTES D'ARMOR

Siège social : 5, rue de Brest – 22000 SAINT-BRIEUC

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021



Siège social : 29, avenue Laplace - 94110 ARCUEIL

Tél. : 01.49.85.97.99

contact@audiceos.fr

Société de commissariat aux comptes inscrite auprès de la
Compagnie des Commissaires aux comptes de PARIS

Siret : 51454217400024 / APE : 6920Z

TVA Intracommunautaire : FR 59 514 542 174

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS DE LA CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL FORCE OUVRIERE DES COTES D'ARMOR

UD CGT Force Ouvrière des Côtes d'Armor
Siège social : 5 rue de Brest
22000 Saint-Brieuc

Mesdames et Messieurs les Membres de la Commission Exécutive,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Commission Exécutive, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Union Départementale des Syndicats de la Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIERE des Côtes d'Armor, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Bureau de l'Union Départementale le 17 juin 2022.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Union Départementale, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent, en vertu de ces normes, sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021 jusqu'à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises et les organisations particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur leur organisation interne et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions de crise sanitaire rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à la Commission Exécutive

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

En l'absence d'obligation légale ou statutaire, le Bureau a établi un rapport de gestion accompagnant les comptes annuels.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion à la commission exécutive.

Responsabilités du Bureau et des personnes constituant la gouvernance de l'Union Départementale relatives aux comptes annuels

Il appartient au Bureau d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au Bureau d'évaluer la capacité de l'Union Départementale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Union Départementale ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau de l'Union Départementale.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que ces comptes annuels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois



garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Union Départementale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Bureau, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par le Bureau de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Union Départementale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si ces comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Arcueil, le 20 juin 2022

Le commissaire aux comptes

AUDICEOS



EILATH D'ALMEIDA

Comptes Annuels 2021

**UNION DÉPARTEMENTALE des
syndicats de la
Confédération Générale du Travail
FORCE OUVRIERE
des Côtes d'Armor**

5, rue de Brest – 22000 Saint Briec
Tél. 02 96 33 62 63 – Fax. 02 96 33 22 63

contact@fo22.fr

Siret : 327 926 432 00029

Confédération Générale du Travail

FO²²
la force syndicale
C ô t e s d ' A r m o r

Sommaire

| | |
|---|----------|
| I. Comptes annuels | 3 |
| 1. Bilan Actif | 3 |
| 2. Bilan Passif | 4 |
| 3. Compte de résultat | 5 |
| II. Annexe | 7 |
| 1. Règles et méthodes comptables | 7 |
| 1.1. Règles générales | 7 |
| 1.2. Méthodes et règles d'évaluation | 7 |
| 1.3. Créances | 8 |
| 1.4. Valeurs mobilières de placement | 8 |
| 1.5. Disponibilités | 8 |
| 1.6. Charges constatées d'avance | 8 |
| 1.7. Réserves | 8 |
| 1.8. Provisions | 8 |
| 1.9. Engagements de retraite | 8 |
| 1.10. Dettes | 9 |
| 1.11. Cotisations encaissées : Exception à la règle de l'engagement | 9 |
| 2. Complément d'informations relatives au bilan, et au compte de résultat | 10 |
| 2.1. Etat de l'actif immobilisé | 10 |
| 2.1.a. Etat des entrées et sorties | 10 |
| 2.1.b. Amortissements et dépréciations | 10 |
| 2.2. Etat des échéances des créances et des dettes | 11 |
| 2.3. Disponibilités | 11 |
| 2.4. Charges constatées d'avance | 12 |
| 2.5. Fonds syndicaux | 12 |
| 2.6. Etat des provisions | 12 |
| 3. Informations spécifiques aux organisations syndicales | 13 |
| 3.1. Ressources de l'année | 13 |
| 4. Autres éléments d'information | 13 |
| 4.1. Effectif | 13 |
| 4.2. Evénements postérieurs à la clôture d'importance significative n'ayant pas donné lieu à un enregistrement au bilan, ni au compte de résultat | 13 |
| 4.3. Intégration globale dans une consolidation | 13 |
| 4.4. Contributions publiques de financement | 13 |
| 4.5. Actions de solidarité des organisations syndicales | 13 |
| 4.6. Contributions en nature | 13 |

I. Comptes annuels

1. Bilan Actif

| | Brut | Amortissements et dépréciations | Net 31/12/2021 | Net 30/12/2020 |
|--|-------------------|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| <i>Immobilisations Incorporelles</i> | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Concessions, brevets, licences | 1 188,00 | 1 188,00 | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations Incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes sur immos incorporelles | | | | |
| <i>Immobilisations Corporelles</i> | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 96 479,33 | 88 516,42 | 7 962,91 | 10 375,16 |
| Immobilisations grevées de droit | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes sur immos corporelles | | | | |
| <i>Immobilisations Financières</i> | | | | |
| Participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Titres immobilisés de l'activité de portefeuille | | | | |
| Autres titres immobilisés | 136,96 | | 136,96 | 136,96 |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| Total I | 97 804,29 | 89 704,42 | 8 099,87 | 10 512,12 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| En cours de production biens et services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes sur commandes | | | | |
| Usagers et comptes rattachés | 7 181,73 | | 7 181,73 | 8 037,61 |
| Autres créances | 25 463,61 | | 25 463,61 | 12 627,16 |
| Valeurs Mobilières de Placement | 19 159,00 | | 19 159,00 | 19 159,00 |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 228 467,62 | | 228 467,62 | 240 087,66 |
| Charges Constatées d'Avance | 3 228,20 | | 3 228,20 | 3 110,60 |
| Total II | 283 500,16 | | 283 500,16 | 283 022,03 |
| TOTAL ACTIF I+II | 381 304,45 | 89 704,42 | 291 600,03 | 293 534,15 |

2. Bilan Passif

| | 31/12/2021 | 30/12/2020 |
|--|----------------------|-------------------|
| FONDS SYNDICAUX | | |
| <i>Fonds Propres:</i> | | |
| Fonds syndicaux sans droit de reprise | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves | 134 892,38 | 123 900,30 |
| Réserves dédiées | | |
| Report à nouveau | | |
| Résultat de l'exercice | 8 442,27 | 10 992,08 |
| <i>Autres fonds syndicaux:</i> | | |
| Fonds syndicaux avec droit de reprise | | |
| Apports | | |
| Legs et donations | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| Total I | 143 334,65 | 134 892,38 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | 24 756,00 | 30 005,00 |
| Total II | 24 756,00 | 30 005,00 |
| FONDS DEDIES | | |
| Aux Contributions publiques de financement | | |
| Sur Autres Ressources | | |
| Total III | | |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | | |
| Avances et acomptes reçus | | |
| Dettes Fournisseurs et comptes rattachés | 14 030,38 | 9 767,45 |
| Dettes fiscales et sociales | 21 739,11 | 35 907,43 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 87 739,89 | 82 961,89 |
| Instruments de trésorerie passif | | |
| Produits constatés d'avance | | |
| Total IV | 123 509,38 | 128 636,77 |
| Ecart de conversion Passif | V | |
| TOTAL PASSIF | I+II+III+IV+V | 291 600,03 |
| | | 293 534,15 |

3. Compte de résultat

| | 2021 | 2020 |
|---|-------------------|-------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Prestations de services | | |
| Produits des activités annexes | 38 584,93 | 64 083,47 |
| Subventions d'exploitation | 133 793,14 | 132 153,00 |
| Autres produits de gestion courante | 5 431,93 | |
| Cotisations encaissées | 47 075,85 | 63 432,11 |
| Transferts de charges et reprises de provisions | 39 044,89 | 10 963,50 |
| Total I | 263 930,74 | 270 632,08 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats | 17 512,89 | 12 542,43 |
| Charges externes | 16 867,79 | 10 979,28 |
| Autres services extérieurs | 67 054,81 | 59 996,04 |
| Impôts et taxes | 2 436,06 | 2 415,76 |
| Salaires et traitements | 105 480,80 | 114 545,89 |
| Charges Sociales | 38 111,76 | 43 563,99 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations : | | |
| sur immobilisations (amortissements) | 7 439,74 | 11 603,91 |
| sur immobilisations (dépréciations) | | |
| sur actif circulant (dépréciations) | | |
| Dotations aux Provisions | | |
| Autres Charges | 55,46 | 5 172,61 |
| Total II | 254 959,31 | 260 819,91 |
| 1 RESULTAT D'EXPLOITATION | 8 971,43 | 9 812,17 |
| Résultat sur opérations faites en commun | | |
| Excédent | Total III | |
| Déficit | Total IV | |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participations | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 491,87 | 752,64 |
| Reprises sur provisions financières | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de VMP | | |
| Total V | 491,87 | 752,64 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Dotations aux amortissements,aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilés | | |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de VMP | | |
| Total VI | | |
| 2 RESULTAT FINANCIER (V-VI) | 491,87 | 752,64 |
| 3 RESULTAT COURANT | 9 463,30 | 10 564,81 |

Compte de résultat (suite)

| | | |
|--|-------------------|-------------------|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | 220,58 | 3 426,60 |
| Sur opérations en capital | | |
| Reprises sur provisions, dépréciations | 174,00 | 214,00 |
| Total VII | 394,58 | 3 640,60 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion. | 1 030,86 | 3 213,33 |
| Sur opérations en capital. | 384,75 | |
| Dotations aux amortissements, provisions | | |
| Total VIII | 1 415,61 | 3 213,33 |
| 4 RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII) | -1 021,03 | 427,27 |
| Contributions de financement : Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs IX | | |
| Engagements à réaliser sur contributions de financement X | | |
| Impôts sur le patrimoine | | |
| TOTAL DES PRODUITS I+III+V+VII+IX | 264 817,19 | 275 025,32 |
| TOTAL DES CHARGES II+IV+VI+VIII+X | 256 374,92 | 264 033,24 |
| 7 EXCEDENT OU DEFICIT APRES IMPOT | 8 442,27 | 10 992,08 |

II. Annexe

Les comptes annuels de l'Union Départementale Force Ouvrière des Côtes d'Armor (ci-après l'Union Départementale) se caractérisent par les données suivantes au 31 décembre 2021 :

- Total des ressources : 264 422,61 €
- Total du bilan : 291 600,03 €
- Excédent de l'exercice : 8 442,27 €

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'Union Départementale pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2021 et clos le 31 décembre 2021.

Evènements de l'exercice

L'Union Départementale des syndicats de la C.G.T. FO des Côtes d'Armor a poursuivi ses activités sur l'exercice 2021 dans un contexte de crise sanitaire liée à la pandémie mondiale de la Covid-19. Les mesures nécessaires ont été prises pour la garantie d'un fonctionnement quasi normal des activités courantes et la sauvegarde de la santé des salariés et des élus.

1. Règles et méthodes comptables

1.1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice 2021 ont été établis conformément au règlement N°2009-10 du 3 décembre 2009 du Comité de la réglementation comptable, afférent aux règles comptables des organisations syndicales.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

1.2. Méthodes et règles d'évaluation

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

| | Méthode | Durée (années) |
|-----------------------------------|----------|----------------|
| Brevet et licences | Linéaire | 3 ans |
| Matériel de bureau - Informatique | Linéaire | 3 à 5 ans |
| Mobilier | Linéaire | 3 à 5 ans |
| Véhicules | Linéaire | 5 ans |

Les immobilisations financières sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire d'une immobilisation est inférieure à sa valeur brute, une dépréciation est comptabilisée.

1.3. Créances

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale. Lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur brute, une dépréciation est comptabilisée.

1.4. Valeurs mobilières de placement

Les titres sont comptabilisés à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition, selon la méthode du premier entré, premier sorti. Lorsque la valeur d'inventaire d'un titre est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée.

1.5. Disponibilités

Les disponibilités sont comptabilisées à leur valeur nominale. Lorsqu'ils sont déblocables, les dépôts à terme sont inclus dans les disponibilités. Le cas échéant, des intérêts courus à recevoir sont comptabilisés à la date de clôture.

1.6. Charges constatées d'avance

Elles concernent des charges engagées durant l'exercice dont l'utilisation interviendra lors d'un exercice ultérieur.

1.7. Réserves

Elles correspondent au cumul des résultats antérieurs.

1.8. Provisions

A la clôture de l'exercice, une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, s'il existe une obligation à cette date, et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice d'un tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci après la date de clôture.

1.9. Engagements de retraite

Le coût des indemnités de départ versées à la date du départ à la retraite, au bénéfice des salariés de l'Union Départementale est évalué en application de la recommandation N°2003-R.01 du Conseil national de la comptabilité et de son

§ 122. Cette évaluation fait l'objet d'une provision, inscrite au passif du bilan. Elle est déterminée :

- selon la méthode actuarielle « des unités de crédit projetées » qui répartit les prestations au prorata des années de service ;
- en prenant en considération :
 - les dispositions légales applicables en vigueur ;
 - l'ancienneté actuelle des salariés ;
 - le salaire actuel des salariés ;
 - les règles en vigueur relatives à l'assujettissement de ces indemnités aux cotisations sociales et aux taxes assises sur les salaires ;
 - des hypothèses d'âge de départ à la retraite des salariés et de taux net d'actualisation.

1.10. *Dettes*

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

1.11. *Cotisations encaissées*

Exception à la règle de l'engagement

En application du § 2.2.2. du règlement N°2009-10 du 3 décembre 2009 du Comité de la réglementation comptable, les cotisations sont inscrites au compte de résultat lors de leur encaissement et pour leur quote-part revenant à l'Union Départementale.

2. Complément d'informations relatives au bilan, et au compte de résultat

2.1. Etat de l'actif immobilisé

2.1.a. Etat des entrées et sorties

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminution | A la clôture de l'exercice |
|--|------------------------|-----------------|-----------------|----------------------------|
| Immobilisations Incorporelles : | | | | |
| Logiciels et site internet | 1 188,00 | | | 1 188,00 |
| Immobilisations Corporelles : | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Install° techniques, matériel et outillage | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 92 525,09 | 5 412,24 | 1 458,00 | 96 479,33 |
| Immobilisations en cours, avances... | | | | |
| Immobilisations Financières | | | | |
| Autres titres immobilisés | 136,96 | | | 136,96 |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| TOTAL | 93 850,05 | 5 412,24 | 1 458,00 | 97 804,29 |

Les immobilisations corporelles comprennent essentiellement du matériel de bureau et informatique.

L'UD a acquis en 2021 :

- un ordinateur portable pour les prudhommes à 1 679 € en remplacement du précédent qui a été volé,
- un ordinateur pour le secrétariat général à 877,98 €,
- une sono portable avec ses accessoires à 1 077 €,
- un barnum à 1 778,26€.

2.1.b. Amortissements et dépréciations

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminution | A la clôture de l'exercice |
|--|------------------------|------------------|-----------------|----------------------------|
| Immobilisations Incorporelles : | | | | |
| Logiciels et site internet | 1 188,00 | | | 1 188,00 |
| Immobilisations Corporelles : | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Install° techniques, matériel et outillage | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 82 149,93 | 7 439,74 | 1 073,25 | 88 516,42 |
| Immobilisations en cours, avances... | | | | |
| Immobilisations Financières | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| TOTAL | 83 337,93 | 7 439,74 | 1 073,25 | 89 704,42 |
| TOTAL NET | 10 512,12 | -2 027,50 | 384,75 | 8 099,87 |

2.2. Etat des échéances des créances et des dettes

| | Montant Brut | < 1 an | > 1 an |
|---------------------------------------|------------------|------------------|--------|
| Créances de l'actif circulant | | | |
| Créances Usagers et Comptes rattachés | 7 181,73 | 7 181,73 | |
| Autres | 25 463,61 | 25 463,61 | |
| Total | 32 645,34 | 32 645,34 | |

| | Montant Brut | < 1 an | + 1 an et < 5 ans | + 5 ans |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|---------|
| Emprunts et dettes | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | | | |
| Avances et acomptes reçus | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 14 030,38 | 14 030,38 | | |
| <i>Dont factures non parvenues</i> | <i>11 918,16</i> | <i>11 918,16</i> | | |
| Dettes fiscales et sociales | 21 739,11 | 21 739,11 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes | 87 739,89 | 87 739,89 | | |
| Total | 123 509,38 | 123 509,38 | | |

Les créances usagers concernent :

- des factures à établir pour 4 363,41 :
 - 2 363,41 € portent sur des facturations de photocopieuses,
 - 1 500 € portent sur des factures de partenariat,
 - 500 € portent sur des dossiers Prudhommes,
- des créances 2020 de facturations de photocopieuses pour 118,32 €,
- des créances auprès de partenaires pour 2 700 €.

Les autres créances portent sur :

- un remboursement de Pole Emploi dans le cadre du paritarisme pour 9 940,11 € perçu en 2022,
- une subvention ADSA pour 2 500 € perçue en 2022,
- une créance de TVA pour 679,73 €,
- un trop payé auprès d'un fournisseur remboursé en 2022 pour 117 €,
- une avance de 3 557,40 € faite au commissaire aux comptes avant réception de la facture,
- des créances auprès de Fédérations à se faire confirmer pour 8 336,07 €,
- des avances de frais pour 333,30 € auprès de militants.

Les factures non parvenues concernent pour l'essentiel les honoraires d'audit des comptes.

Les autres dettes fournisseurs intègrent notamment :

- 102,96 € de factures auprès de Oranges,
- 250 € de facture auprès du prestataire informatique,
- 1 167,60 € de factures pour InfoOuest.
- 591,66 € de factures pour Konica Minolta.

Les autres dettes concernent principalement les dettes auprès de la confédération, des fédérations et des syndicats sous conventions relatives à la gestion du matériel syndical.

2.3. Disponibilités

Au 31/12/2021, les disponibilités comprennent essentiellement des comptes bancaires courants, des comptes sur livret et des dépôts à terme débloqués.

2.4. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent essentiellement des frais généraux (Maintenance, documentation, assurances).

2.5. Fonds syndicaux

| Fonds syndicaux en Euros | 30/12/2020 | Affectation du résultat 2018 | Résultat de l'exercice | 31/12/2021 |
|--------------------------|-------------------|------------------------------|------------------------|-------------------|
| Réserves | 123 900,30 | 10 992,08 | | 134 892,38 |
| Résultat de l'exercice | 10 992,08 | -10 992,08 | 8 130,95 | 8 130,95 |
| TOTAL | 134 892,38 | | 8 130,95 | 143 023,33 |

2.6. Etat des provisions

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminution | A la clôture de l'exercice |
|-------------------------|------------------------|--------------|-----------------|----------------------------|
| Provisions pour risques | | | | |
| Provisions pour charges | 30 005,00 | | 5 249,00 | 24 756,00 |
| TOTAL | 30 005,00 | | 5 249,00 | 24 756,00 |

Les provisions pour charges portent sur les indemnités de départ à la retraite. Elles ont été déterminées sur la base des hypothèses suivantes : sauf exception, départ à la retraite à l'âge d'acquisition des droits à une retraite à taux plein, taux actuariel net de 1 % au 31/12/2021 (0,40 % au 31/12/2020).

3. Informations spécifiques aux organisations syndicales

3.1. *Ressources de l'année*

Tableau requis¹ de calcul des ressources :

| | 2021 | 2020 |
|---|-------------------|-------------------|
| Cotisations reçues nettes de reversements | 47 075,85 | 63 432,11 |
| Subventions reçues | 133 793,14 | 132 153,00 |
| Autres Produits d'Exploitation perçus | 83 061,75 | 75 046,97 |
| Produits financiers perçus | 491,87 | 752,64 |
| TOTAL DES RESSOURCES | 264 422,61 | 271 384,72 |

Les « cotisations reçues » correspondent à la quote-part des cotisations encaissées acquise à l'Union Départementale, inscrite au compte de résultat.

4. Autres éléments d'information

4.1. *Effectif*

Au 31/12/2021, l'effectif salarié de l'Union Départementale était de 3 personnes, suite au départ à la retraite d'une personne au 31 mai 2021.

4.2. *Événements postérieurs à la clôture d'importance significative n'ayant pas donné lieu à un enregistrement au bilan, ni au compte de résultat*

Néant.

4.3. *Intégration globale dans une consolidation*

Néant.

4.4. *Contributions publiques de financement*

Au cours de l'exercice, l'Union Départementale a perçu du Conseil Départemental une subvention de fonctionnement d'un montant de 4 958 €.

4.5. *Actions de solidarité des organisations syndicales*

Néant.

4.6. *Contributions en nature*

L'Union Départementale bénéficie de la mise à disposition à titre gratuit des locaux qu'elle occupe.

¹ § 5.1.1 du règlement N°2009-10 du 3 décembre 2009 du Comité de la réglementation comptable, afférent aux règles comptables des organisations syndicales